Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 194 del 21 agosto 1948

Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — **Roma - Sabato, 21 agosto 1948** — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

LEGGE 4 agosto 1948, n. **1107**.

Ratifica ed esecutorietà degli Accordi internazionali firmati a Parigi il 16 aprile 1948 (Cooperazione economica europea).

LEGGE 4 agosto 1948, n. **1108**.

Ratifica ed esecutorietà dell'Accordo di cooperazione economica fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, concluso a Roma il 28 giugno 1948.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 4 agosto 1948, n. 1107.

Ratifica ed esecutorietà degli Accordi internazionali firmati a Parigi il 16 aprile 1948 (Cooperazione economica europea).

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare e il Governo a dare piena ed intera esecuzione ai seguenti Accordi internazionali firmati a Parigi il 16 aprile 1948:

a) Convenzione di cooperazione economica europea;

b) Protocollo addizionale n. 1 sulla capacità giuridica, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione europea di cooperazione economica;

c) Protocollo addizionale n. 2 sul regime finanziario dell'Organizzazione predetta;

d) Atto finale della 2ª sessione del Comitato di cooperazione economica europea.

Art. 2.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad adottare i provvedimenti di carattere finanziario richiesti dall'applicazione degli Accordi di cui all'art. 1, e ad apportare le variazioni di bilancio all'uopo necessarie.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 16 aprile 1948 conformemente all'art. 24 lettera *b*) della Convenzione di cooperazione economica europea.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1948

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — VANONI — LOMBARDO — MERZAGORA — CORBELLINI — SARAGAT — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Convention de coopération économique européenne

Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, et les Commandants-en-chef des Zones d'occupation en Allemagne de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique:

Considérant qu'une économie européenne forte et prospère est essentielle pour atteindre les buts des Nations Unies, sauvegarder les libertés individuelles, accroître le bien-être général et qu'elle contribuera au maintien de la paix;

Reconnaissant que leurs économies sont interdépendentes et que la prospérité de chacune d'elles dépend de la prospérité de toutes;

Estimant que seule une coopération étroite et durable des Parties Contractantes permet de restaurer et de maintenir la prospérité de l'Europe et de relever les ruines de la guerre;

Résolus à mettre en œuvre les principes du rapport général du Comité de Coopération économique Européenne et à atteindre les objectifs qu'il définit, notamment à établir rapidement des conditions économiques saines qui permettront aux Parties Contractantes de parvenir aussitôt que possible et de se maintenir à un niveau d'activité satisfaisant sans aide extérieure d'un caractère exceptionnel, ainsi que d'apporter leur pleine contribution à la stabilité économique du monde;

Déterminés à conjuguer à ces fins leurs forces économiques, à s'entendre sur l'utilisation la plus complète de leurs capacités et de leurs possibilités particulières, à augmenter leur production, développer et moderniser leur équipement industriel et agricole, accroître leurs échanges, réduire progressivement les entraves à leur commerce mutuel, favoriser le plein emploi de la main-d'œuvre, restaurer ou maintenir la stabilité de leurs économies ainsi que la confiance dans leurs devises nationales;

Prenant acte de la volonté généreuse du Peuple américain exprimée par les mesures prises pour apporter l'aide sans laquelle les objectifs assignés ne pourraient pleinement être atteints;

Décidés à créer les conditions et à établir les institutions nécessaires au succès de la coopération économique européenne et à l'usage efficace de l'aide américaine et à conclure une Convention à cette fin;

Ont désigné les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après présentation de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Les Parties Contractantes conviennent de pratiquer une étroite coopération dans leurs relations économiques mutuelles.

Elles s'assignent comme tâche immédiate l'établissement et l'exécution d'un programme commun de relèvement. Ce programme aura pour objet de permettre aux Parties Contractantes de parvenir aussitôt que possible et de se maintenir à un niveau d'activité économique satisfaisant sans aide extérieure de caractère exceptionnel. A cet effet, le programme devra notamment tenir compte de leur besoin de développer dans toute la mesure du possible leurs exportations vers les pays non participants.

A ces fins, les Parties Contractantes s'engagent à remplir, par leurs efforts individuels et dans un esprit d'entr'aide, les obligations générales ci-après et instituent une Organisation Européenne de Coopération Economique, dénommée ci-dessous l'Organisation.

TITRE I.

OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Article 2

Les Parties Contractantes s'engagent à promouvoir avec énergie tant individuellement que collectivement le développement de la production, par l'utilisation des ressources dont elles disposent dans la Métropole comme dans les territoires d'Outre-mer et par la modernisation progressive de leur équipement et de leurs techniques, dans les conditions les mieux appropriées à la réalisation du programme commun de relèvement.

Article 3

Les Parties Contractantes établiront dans le cadre de l'Organisation, aussi souvent et pour autant que nécessaire, des programmes généraux de production et d'échanges de biens et de services, en prenant en considération les prévisions ou programmes de chacune d'elles et les conditions générales de l'économie mondiale.

Chaque Partie Contractante fera tous ses efforts pour assurer la réalisation de ces programmes généraux.

Article 4

Les Parties Contractantes développeront dans la plus large mesure possible et de façon concertée leurs échanges réciproques de biens et de services. Elles poursuivront à cet effet les efforts entrepris pour parvenir aussitôt que possible entre elles à un régime de payements multilatéraux et coopéreront pour atténuer les restrictions à leurs échanges et à leurs payements réciproques, en vue d'abolir dès que possible celles qui les entravent actuellement.

Dans l'application du présent article, les Parties Contractantes tiendront dûment compte de la nécessité pour l'ensemble et pour chacune d'entre elles de réduire ou d'éviter des déséquilibres excessifs dans leurs relations économiques et financières, tant entre elles que vis-à-vis des pays non participants.

Article 5

Les Parties Contractantes s'engagent à resserrer leurs liens économiques par tous les moyens qu'elles estimeront propres à réaliser les objectifs de la présente Convention. Elles poursuivront leurs études en cours sur les Unions douanières ou les régimes analogues tels que les zones de libre échange, dont l'institution pourrait constituer un des moyens d'atteindre ces objectifs. Celles des Parties Contractantes qui ont déjà admis entre elles le principe d'une Union douanière en assureront l'établissement aussi rapidement que possible.

Article 6

Les Parties Contractantes coopéreront entre elles avec les autres pays animés des mêmes intentions pour réduire les tarifs et autres obstacles à l'expansion des échanges, en vue de réaliser un régime multilatéral d'échanges viable et équilibré, conformément aux principes de la Charte de La Havane.

Article 7

Chaque Partie Contractante, en tenant compte de la nécessité de maintenir ou d'atteindre un niveau élevé et stable dans le volume des échanges et de l'emploi et de prévenir ou combattre les dangers de l'inflation, prendra telles dispositions en son pouvoir afin d'instaurer ou de maintenir la stabilité de sa monnaie et l'équilibre de ses finances, ainsi qu'un taux de change approprié, et d'une manière générale la confiance dans son système monétaire.

Article 8

Les Parties Contractantes utiliseront de la façon la plus complète et la plus rationnelle la main-d'œuvre disponible.

Elles s'efforceront de réaliser le plein emploi de leur main-d'œuvre nationale et pourront avoir recours à la main-d'œuvre disponible dans le territoire de toute autre Partie Contractante. Pour ce dernier cas, elles prendront d'un commun accord les mesures nécessaires pour faciliter le mouvement et assurer l'établissement des travailleurs dans des conditions satisfaisantes au point de vue économique et social.

D'une manière générale, les Parties Contractantes coopéreront en vue de réduire progressivement les obstacles au libre mouvement des personnes.

Article 9

Les Parties Contractantes fourniront à l'Organisation toutes les informations que celle-ci pourrait leur demander en vue de faciliter l'accomplissement de ses tâches.

TITRE II.

ORGANISATION

Article 10

Membres

Sont Membres de l'Organisation les Parties à la présente Convention.

Article 11

Objectif

L'objectif de l'Organisation est la réalisation d'une économie européenne saine par la voie de la coopération économique de ses Membres. L'une des tâches immédiates de l'Organisation est d'assurer le succès du programme de relèvement européen, conformément aux engagements figurant au Titre I de la présente Convention.

Article 12

Fonctions

L'Organisation est chargée de remplir les fonctions suivantes dans la limite des pouvoirs qui lui sont ou pourraient lui être reconnus:

a) élaborer et mettre en œuvre, dans le domaine de l'action collective des Membres intéressés, les mesures nécessaires pour assurer la réalisation de l'objectif visé à l'article 11; faciliter, susciter et coordonner l'action individuelle des Membres;

b) faciliter et surveiller l'exécution de la présente Convention; prendre les mesures propres à assurer cette exécution: à cette fin, pourvoir à l'établissement de mécanismes de surveillance et de contrôle susceptibles d'assurer la meilleure utilisation tant de l'aide extérieure que des ressources nationales;

c) fournir au Gouvernement des Etats-Unis l'aide et les informations à convenir, relatives à l'exécution du programme de relèvement européen, et lui adresser des recommandations;

d) sur la demande des Parties intéressées, prêter son concours à la négociation des conventions internationales qui pourraient être nécessaires à la meilleure exécution du programme de relèvement européen.

L'Organisation pourra également assumer toute autre fonction dont il sera convenu.

Article 13

Pouvoirs

En vue d'atteindre son objectif tel qu'il est défini à l'article 11, l'Organisation peut:

a) prendre des décisions que les Membres exécuteront;

b) conclure des accords avec ses Membres ou des pays non membres, avec le Gouvernement des Etats-Unis et avec les organisations internationales;

c) faire des recommandations au Gouvernement des Etats-Unis, à d'autres gouvernements et aux organisations internationales.

Article 14

Décisions

A moins que l'Organisation n'en décide autrement pour des cas spéciaux, les décisions sont prises par accord mutuel de tous les Membres. Dès lors qu'un Membre déclare ne pas être intéressé à une question, son abstention ne fait pas obstacle aux décisions, qui sont obligatoires pour les autres membres.

Article 15

Conseil

a) Un Conseil composé de tous les Membres est l'organe duquel émanent toutes les décisions.

b) Le Conseil désigne chaque année parmi ses Membres un Président et deux Vice-Présidents.

c) Le Conseil est assisté d'un Comité exécutif et d'un Secrétaire général. Il peut créer tout Comité technique ou autre Organisme nécessaire à l'exercice des fonctions de l'Organisation. Tous ces organes sont responsables devant le Conseil.

Article 16

Comité exécutif

a) Le Comité exécutif se compose de sept Membres désignés chaque année par le Conseil. Il poursuit ses travaux conformément aux instructions et directives du Conseil, et il lui en rend compte.

b) Le Conseil désigne chaque année parmi les Membres du Comité exécutif, un Président et un Vice-Président. Il peut également désigner chaque année un Rapporteur général dont il précisera les fonctions.

c) Tout Membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Comité exécutif peut prendre part à toutes les discussions et décisions de ce Comité qui affectent en particulier les intérêts dudit Membre.

Les Membres de l'Organisation seront tenus informés des délibérations du Comité exécutif par la communication en temps utile des ordres du jour et des comptes rendus sommaires.

Article 17

Secrétaire général

a) Le Secrétaire général est assisté d'un premier et d'un second Secrétaire général adjoint.

b) Le Secrétaire général et les Secrétaires généraux adjoints sont nommés par le Conseil. Le Secrétaire général est placé sous l'autorité du Conseil.

c) Le Secrétaire général assiste avec voix consultative aux séances du Conseil, du Comité exécutif, et, s'il y a lieu, aux séances des Comités techniques et des autres Organismes. Il peut s'y faire représenter. Il prépare les délibérations du Conseil et du Comité exécutif et assure l'exécution de leurs décisions conformément à leurs instructions et directives.

Les fonctions du Secrétaire général font l'objet de dispositions complémentaires figurant en Annexe à la présente Convention.

Article 18

Secrétariat

a) Le Secrétaire général nomme le personnel utile au fonctionnement de l'Organisation. La nomination du personnel de direction se fait sur avis conforme du Conseil. Le statut du personnel est soumis à l'approbation du Conseil.

b) Etant donné le caractère international de l'Organisation, le Secrétaire général et le personnel ne solliciteront ni recevront de directives d'aucun des Membres de l'Organisation ni d'aucun gouvernement ou autorité extérieurs à l'Organisation.

Article 19

Comités techniques et autres organismes

Les Comités techniques et les autres Organismes prévus à l'article 15-*c*) sont placés sous l'autorité du Conseil. Ils sont composés des Membres les plus intéressés et organisent leur travail de telle sorte que les autres Membres intéressés puissent y participer s'il est nécessaire.

Article 20

Relations avec les autres Organisations internationales

a) L'Organisation établit avec les Nations Unies, leurs organes principaux, leurs organes subsidiaires et avec les institutions spécialisées toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives.

b) L'Organisation peut également entretenir des relations avec d'autres organismes internationaux.

Article 21

Siège

Le siège de l'Organisation sera fixé par le Conseil à sa première session. Le Conseil, les différents Comités ou les autres Organismes peuvent se réunir en un lieu autre que le siège de l'Organisation s'ils en décident ainsi.

Article 22

Capacité juridique, privilèges et immunités

a) L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et pour atteindre ses buts, dans les conditions prévues par le Protocole additionnel N. 1 à la présente Convention.

b) L'Organisation, ses fonctionnaires ainsi que les représentants de ses Membres bénéficient des privilèges et immunités définis dans le Protocole additionnel précité.

Article 23

Régime financier

a) Le Secrétaire général soumet à l'approbation du Conseil un budget annuel et des comptes, établis conformément aux règles financières fixées par le Protocole additionnel n. 2 à la présente Convention.

b) L'année financière de l'Organisation commence le 1er juillet.

c) Les dépenses de l'Organisation sont supportées par les Membres et réparties conformément aux dispositions du Protocole additionnel précité.

TITRE III.

DISPOSITIONS FINALES

Article 24

Ratification et entrée en vigueur

a) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Gouvernement de la République Française. La Convention entrera en vigueur dès que six au moins des signataires auront déposé leurs instruments de ratification. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

b) Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur de la Convention dans les conditions prévues au paragraphe précédent, les signataires conviennent, afin d'éviter tout délai dans son exécution, de la mettre en application dès sa signature, à titre provisoire, et conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 25

Adhésion

Dès le dépôt de dix instruments de ratification au moins, tout pays d'Europe non signataire pourra adhérer à la Convention par notification adressée au Gouvernement de la République Française, et avec l'accord du Conseil de l'Organisation. L'adhésion prendra effet à la date de cet accord.

Article 26

Inexécution des obligations

Si l'un des Membres de l'Organisation cesse de remplir les obligations qui découlent de la présente Convention, il sera invité à se conformer aux dispositions de la Convention. Si ledit Membre ne se conformait pas à cette invitation dans le délai qui lui serait imparti, les autres Membres pourraient, par accord mutuel, décider de poursuivre sans lui leur coopération au sein de l'Organisation.

Article 27

Retrait

Toute Partie Contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application de la présente Convention, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Gouvernement de la République Française.

Article 28

Communication des ratifications, adhésions et retraits

Dès la réception des instruments de ratification, d'adhésion ou de préavis de retrait, le Gouvernement de la République Française en donnera communication à toutes les Parties Contractantes et au Secrétaire général de l'Organisation.

ANNEXE

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX FONCTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Les fonctions du Secrétaire général définies à l'article 17 font l'objet des dispositions complémentaires ci-dessous:

1. Il peut soumettre des propositions au Conseil et au Comité exécutif.

2. En accord avec les Présidents des Comités techniques, il prend toutes dispositions pour réunir ces Comités chaque fois que cela est nécessaire et pour en assurer le Secrétariat. Il leur communique, en tant que de besoins, les instructions du Conseil et du Comité exécutif.

3. Il suit les travaux des autres Organismes mentionnés à l'article 15-*c*) et leur transmet, en tant que de besoin, les instructions du Conseil et du Comité exécutif.

4. Il prend, eu égard aux dispositions de l'article 20 et en accord avec les instructions du Conseil et du Comité exécutif, les mesures nécessaires pour assurer la liaison avec les autres organisations internationales.

5. Il assume toutes les autres fonctions utiles à la bonne marche de l'Organisation, qui lui sont confiées par le Conseil ou par le Comité exécutif.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris le seize avril mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Française, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres signataires.

Pour l'Autriche:
KARL GRÜBER

Pour la Belgique:
VAN DER STRATEN-WAILLET

Pour le Danemark:
GUSTAV RASMUSSEN

Pour la France:
GEORGES BIDAULT

Pour la Grèce:
CONSTANTIN TSALDARIS

Pour l'Irlande:
SEAN MCBRIDE

Pour l'Islande:
PETUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie:
SFORZA

Pour le Luxembourg:
JOSEPH BECH

Pour la Norvège:
GUNDERSEN

Pour les Pays-Bas:
VAN BOETZELAER VAN OOSTERHOUT

Pour le Portugal:
MARCELLO MATHIAS

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
ERNEST BEVIN

Pour la Suède:
KARIN KOCK

Pour la Suisse:
CARL J. BURCKHARDT

Pour la Turquie:
NUMAN MENEMENCIOGLU

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:
Général d'Armée KOENIG

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique:
Général SIR BRIAN H. ROBERTSON

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole additionnel n. I à la Convention de Coopération Economique Européenne sur la capacité juridique, les privilèges et les immunités de l'organisation.

Les Gouvernements et Autorités signataires de la Convention de Coopération Economique Européenne:

Considérant qu'aux termes de l'article 22 de la Convention, l'Organisation Européenne de Coopération Economique jouit sur le territoire de chacun de ses Membres de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et pour atteindre ses buts et que l'Organisation, ses fonctionnaires ainsi que les représentants de ses Membres bénéficient des privilèges et immunités définis dans un Protocole additionnel;

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I.

PERSONNALITÉ, CAPACITÉ

Article 1

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a la capacité de contracter, d'acquérir et aliéner des biens immobiliers et mobiliers et d'ester en justice.

TITRE II.

BIENS, FONDS ET AVOIRS

Article 2

L'Organisation, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège et leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé, dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Article 3

Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Article 4

Les archives de l'Organisation, et d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables, où qu'ils se trouvent.

Article 5

Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

a) l'Organisation peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Article 6

L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

a) exonérés de tout impôt direct. Toutefois l'Organisation ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;

b) exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation pour son usage officiel. Il est entendu toutefois que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils

auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;

c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Article 7

Bien que l'Organisation ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elle effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Membres prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

TITRE III.

FACILITÉS DE COMMUNICATIONS

Article 8

L'Organisation bénéficiera sur le territoire de chaque Membre, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par lui à tout autre Gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radio-télégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que sur les tarifs de presse pour informations à la presse et à la radio. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

TITRE IV

REPRÉSENTANTS DES MEMBRES

Article 9

Les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires de l'Organisation jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités et facilités dont jouissent les agents diplomatiques de rang comparable.

Article 10

Ces privilèges, immunités et facilités sont accordés aux représentants des Membres non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel l'immunité est accordée.

Article 11

Les dispositions de l'article 9 ne sont pas applicables dans le cas d'un représentant vis à vis des autorités de l'Etat dont il est ressortissant ou dont il est ou a été le représentant.

Article 12

Au sens du présent titre, le terme « représentants » est considéré comme comprenant tous les délégués, suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

TITRE V

FONCTIONNAIRES

Article 13

Le Secrétaire général déterminera les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent titre. Il en soumettra la liste au Conseil et en donnera ensuite communication à tous les Membres. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués périodiquement aux Membres.

Article 14

Les fonctionnaires de l'Organisation:

a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle; ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions;

b) jouiront, en ce qui concerne les traitements et émoluments versés par l'Organisation, des mêmes exonérations d'impôts que celles dont bénéficient les fonctionnaires des principales Organisations internationales et dans les mêmes conditions;

c) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques;

e) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques en période de crise internationale;

f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

Article 15

Outre les privilèges, immunités, exemptions et facilités prévus à l'article 14, le Secrétaire général, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux chefs de missions diplomatiques.

Les Secrétaires généraux adjoints jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux représentants diplomatiques de rang comparable.

Article 16

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires dans l'intérêt de l'Organisation et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général et des Secrétaires généraux adjoints, le Conseil a qualité pour prononcer la levée des immunités.

Article 17

L'Organisation collaborera, en tous temps, avec les autorités compétentes des Membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités, exemptions et facilités énumérés dans le présent Titre.

TITRE VI.

Experts en missions pour l'Organisation

Article 18

Les experts (autres que les fonctionnaires visés au titre V) lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance, notamment de:

a) l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages;

b) l'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions;

c) l'inviolabilité de tous papiers et documents.

Article 19

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle pourrait être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

TITRE VII.

Accords complémentaires

Article 20

L'Organisation pourra conclure avec un ou plusieurs Membres des accords complémentaires, aménageant en ce qui concerne ce Membre ou ces Membres les dispositions du présent protocole.

En foi de quoi les Plénipotentiares soussignés, dûment autorisés à cet effet ont signé le présent protocole.

Fait à Paris le seize avril mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Française, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres signataires.

Pour l'Autriche:
Karl Grüber

Pour la Belgique:
Van der Straten-Waillet

Pour le Danemark:
Gustav Rasmussen

Pour la France:
Georges Bidault

Pour la Grèce:
Constantin Tsaldaris

Pour l'Irlande:
Sean McBride

Pour l'Islande:
Petur Benediktsson

Pour l'Italie:
Sforza

Pour le Luxembourg:
Joseph Bech

Pour la Norvège:
Gundersen

Pour les Pays-Bas:
Van Boetzelaer van Oosterhout

Pour le Portugal:
Marcello Mathias

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
Ernest Bevin

Pour la Suède:
Karin Kock

Pour la Suisse:
Carl J. Burckhardt

Pour la Turquie:
Numan Menemencioglu

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:
Général d'Armée Koenig

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique:
Général Sir Brian H. Robertson

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

Sforza

Protocole additionnel n. II à la Convention de Coopération Economique Européenne sur le régime financier de l'Organisation.

Les Gouvernements et les Autorités signataires de la Convention de Coopération Economique Européenne:

Considérant que l'Article 23 de la Convention prévoit l'établissement d'un Protocole additionnel sur le régime financier de l'Organisation Européenne de Coopération Economique;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Budget

Le Secrétaire général soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1er mai de chaque année, des prévisions détaillées de dépenses pour l'exercice budgétaire suivant.

Les prévisions de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements de chapitre à chapitre sont interdits sauf autorisation du Comité exécutif. La forme précise du projet de budget est déterminée dans son détail par le Secrétaire général.

Les frais de voyage et les indemnités de séjour des représentants des Membres incombent normalement aux Membres. Le Conseil peut autoriser, dans certains cas, le remboursement des frais qu'aura entraînés, pour certains représentants, l'accomplissement de missions spéciales dont ils auront été chargés par l'Organisation.

Article 2

Budget additionnel

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Secrétaire général de présenter un budget additionnel. Le Secrétaire général soumet au Conseil une évaluation des dépenses qu'implique l'exécution de chacune des résolutions présentées au Conseil. Une résolution dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires n'est considérée comme approuvée par le Conseil que lorsque celui-ci a également approuvé les prévisions de dépenses supplémentaires correspondantes.

Article 3

Commission du budget

Une Commission du Budget composée de représentants de Membres de l'Organisation sera créée par le Conseil. Avant de présenter le budget au Conseil, le Secrétaire général le soumet à cette Commission en vue d'un examen préalable.

Article 4

Base de calcul des contributions

Les dépenses budgétaires approuvées sont couvertes par les contributions des Membres de l'Organisation, conformément à un barême arrêté par le Conseil.

Le Secrétaire général informe les Membres du montant de leurs contributions et les invite à verser ces contributions à une date qu'il détermine.

Article 5

Monnaie adoptée pour le payement des contributions

Le budget de l'Organisation est établi dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège; les contributions des Membres sont payables en cette monnaie.

Le Conseil peut toutefois inviter les Membres à payer una partie de leurs contributions en toute monnaie dont l'Organisation a besoin pour accomplir ses tâches.

Article 6

Fonds de roulement

Jusqu'à la fixation et au versement des contributions, le Conseil invitera les Membres à faire chaque fois que cela sera nécessaire, des avances de fonds de roulement dans la monnaie ou les monnaies prévues pour le payement des contributions. Ces avances seront remboursées, au cours du même exercice budgétaire, par imputation sur les contributions. Le montant des avances sera fixé d'après le critère employé pour le calcul des contributions elles-mêmes.

Article 7

Comptes et vérifications

Le Secrétaire général fait établir un compte exact de toutes les recettes et dépenses de l'Organisation.

Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvélé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires.

Le Secrétaire général fournit aux commissaires aux comptes toutes les facilités dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

Article 8

Règlement financier

Le Secrétaire général soumet au Conseil, pour approbation, dans un délai aussi bref que possible après la création de l'Organisation, un règlement financier conformément aux principes énoncés au présent protocole et conçu de manière à assurer à l'Organisation une gestion financière saine et économique.

Article 9

Budget initial

A titre exceptionnel, le Secrétaire général soumettra au Conseil, deux mois au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention, un budget initial couvrant la période allant de la date d'entrée en vigueur au 30 juin 1949, ainsi que des propositions relatives au montant des avances de fonds de roulement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris le seize avril mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé

aux Archives du Gouvernement de la République Française, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres signataires.

Pour l'Autriche:
Karl Grüber

Pour la Belgique:
Van der Straten-Waillet

Pour le Danemark:
Gustav Rasmussen

Pour la France:
Georges Bidault

Pour la Grèce:
Constantin Tsaldaris

Pour l'Irlande:
Sean McBride

Pour l'Islande:
Petur Benediktsson

Pour l'Italie:
Sforza

Pour le Luxembourg:
Joseph Bech

Pour la Norvège:
Gundersen

Pour les Pays-Bas:
Van Boetzelaer van Oosterhout

Pour le Portugal:
Marcello Mathias

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
Ernest Bevin

Pour la Suède:
Karin Kock

Pour la Suisse:
Carl J. Burckhardt

Pour la Turquie:
Numan Menemencioglu

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:
Général d'Armée Koenig

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique:
Général Sir Brian H. Robertson

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Acte final de la seconde session du Comité de Coopération Economique Européenne

En vue de déterminer les formes de la coopération économique européenne projetée dans le Rapport général adopté le 22 septembre 1947 par le Comité de Coopération Economique Européenne, et notamment afin d'instituer l'Organisation envisagée au paragraphe 113 dudit Rapport, les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Purtugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie, qui ont invité les Commandants-en-Chef des Zones d'occupation en Allemagne de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, à participer à ces travaux

Ont entrepris le 15 mars 1948, à Paris, par l'entremise de leurs représentants, les travaux nécessaires à cet effet.

Ces travaux ont pris fin le 16 avril 1948 et ont abouti à l'élaboration des instruments suivants:

1. Convention de Coopération Economique Européenne;

2. Protocole additionnel N. I sur la capacité juridique, les privilèges et les immunités de l'Organisation Européenne de Coopération Economique;

3. Protocole additionnel N. II sur le régime financier de l'Organisation.

Les résolution suivantes ont été également adoptées:

1. Résolution sur les tâches de l'Organisation;

2. Résolution sur les relations entre l'Organisation et le représentant spécial des Etats-Unis en Europe;

3. Résolution sur le règlement intérieur de l'Organisation;

4. Résolution sur le financement du budget initial de l'Organisation;

5. Résolution sur le financement intérimaire de l'Organisation;

6. Résolution sur le statut du personnel de l'Organisation;

7. Résolution sur le lieu de la première réunion du Conseil de l'Organisation.

Tous les Gouvernements et Autorités mentionnés ci-dessus auront le droit de participer immédiatement aux travaux initiaux de l'Organisation dès la mise en application provisoire de la Convention prévue à l'article 24-*b*.

Les signataires du présent Acte final qui auront signé la Convention seront réputés Membres originaires de l'Organisation dès le dépôt de leur instrument de ratification.

En foi de quoi les Représentants des Gouvernements et Autorités susmentionnés ont signé le présent Acte.

Fait à Paris, le seize avril mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi en un seul exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la République Française, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres signataires.

Pour l'Autriche:
Karl Grüber

Pour la Belgique:
Van der Straten-Waillet

Pour le Danemark:
Gustav Rasmussen

Pour la France:
Georges Bidault

Pour la Grèce:
Constantin Tsaldaris

Pour l'Irlande:

SEAN MCBRIDE

Pour l'Islande:

PETUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie:

SFORZA

Pour le Luxembourg:

JOSEPH BECH

Pour la Norvège:

GUNDERSEN

Pour les Pays-Bas:

VAN BOETZELAER VAN OOSTERHOUT

Pour le Portugal:

MARCELLO MATHIAS

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

ERNEST BEVIN

Pour la Suède:

KARIN KOCK

Pour la Suisse:

CARL J. BURCKHARDT

Pour la Turquie:

NUMAN MENEMENCIOGLU

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:

Général d'Armée KOENIG

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique:

Général SIR BRIAN H. ROBERTSON

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

LEGGE 4 agosto 1948, n. 1108.

Ratifica ed esecutorietà dell'Accordo di cooperazione economica fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, concluso a Roma il 28 giugno 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare e il Governo a dare piena ed intera esecuzione all'Accordo di cooperazione economica tra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, concluso a Roma il 28 giugno 1948.

Art. 2.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare al bilancio con propri decreti le variazioni necessarie per la costituzione del conto speciale presso la Banca d'Italia, ai sensi dell'articolo IV, n. 2, dell'Accordo di cui all'art. 1 della presente legge, nonchè per i prelievi previsti dai successivi numeri 3, 4 e 5 dello stesso articolo IV dell'Accordo.

Al di fuori dei citati prelievi, la utilizzazione del Conto speciale sarà approvata con legge.

Art. 3.

Nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1948-49 è autorizzato uno stanziamento della somma di 40 milioni da porsi a disposizione della Presidenza del Consiglio dei Ministri per spese dipendenti da studi ed indagini relative all'applicazione degli accordi di cui all'art. 1 della presente legge.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1948

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — SARAGAT — VANONI — PELLA — TUPINI — SEGNI — CORBELLINI — LOMBARDO — FANFANI — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accordo di cooperazione economica fra gli Stati Uniti d'America e l'Italia

PREAMBOLO

I Governi dell'Italia e degli Stati Uniti d'America:

Riconoscendo che il ripristino od il mantenimento nei Paesi europei dei principî di libertà individuale, libere istituzioni e di effettiva indipendenza è basato in gran parte sullo stabilimento di solide condizioni economiche, di stabili relazioni economiche internazionali e sul raggiungimento da parte dei Paesi europei di una sana economia indipendente da assistenza eccezionale proveniente dall'esterno;

Riconoscendo che un'economia europea salda e prospera è essenziale per il raggiungimento degli scopi delle Nazioni Unite;

Considerando che il raggiungimento di tali condizioni richiede un piano di ripresa europea che sia basato sulle proprie forze e sulla mutua cooperazione, che sia aperto a tutte le Nazioni cooperanti a tale piano e sia basato su di un grande sforzo produttivo, sulla espansione del commercio internazionale, sulla creazione

il mantenimento della stabilità finanziaria interna e sullo sviluppo della cooperazione economica, ivi comprese tutte le misure possibili per fissare, mantenere tassi di cambio effettivi e per ridurre le barriere commerciali;

Considerando che nel perseguimento di questi principî il Governo Italiano si è unito con altre Nazioni mosse da uguali intendimenti in una Convenzione per la Cooperazione Economica Europea firmata a Parigi il 16 aprile 1948, ai sensi della quale i firmatari di detta Convenzione hanno convenuto di intraprendere quale loro compito immediato l'elaborazione e l'esecuzione di un comune programma di ripresa; e che il Governo italiano è membro dell'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea creata ai sensi delle disposizioni di detta Convenzione;

Considerando anche che nel perseguimento di detti principî, il Governo degli Stati Uniti d'America ha emanato la Legge del 1948 per la Cooperazione Economica che contempla la fornitura di assistenza da parte degli Stati Uniti d'America alle Nazioni partecipanti ad un comune programma per la ripresa europea, allo scopo di rendere possibile a tali Nazioni di rendersi indipendenti, mediante i loro propri sforzi individuali e collettivi, dall'assistenza economica eccezionale proveniente dall'esterno;

Prendendo nota che il Governo italiano ha già espresso la sua adesione agli scopi e alle direttive della Legge del 1948 per la Cooperazione Economica;

Desiderando dar forma agli accordi che regolano la fornitura di assistenza da parte del Governo degli Stati Uniti d'America ai termini della Legge del 1948 per la Cooperazione Economica, la ricezione di tale assistenza da parte dell'Italia e le misure che i due Governi prenderanno individualmente e congiuntamente per perseguire la ripresa dell'Italia quale parte integrante del programma comune di ripresa europea;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Assistenza e Cooperazione

1. Il Governo degli Stati Uniti d'America si impegna ad assistere l'Italia mettendo a disposizione del Governo italiano, o di ogni altra persona, ente od organizzazione designata da questo ultimo Governo, quell'assistenza che sia richiesta dallo stesso e approvata dal Governo degli Stati Uniti d'America. Il Governo degli Stati Uniti d'America fornirà questa assistenza secondo le disposizioni e con l'osservanza di tutti i termini, condizioni e clausole di scadenza della legge del 1948 per la Cooperazione Economica, della legge emendatoria supplementare della stessa e della legge di stanziamento relativa, e metterà a disposizione del Governo italiano soltanto quelle merci, servizi ed altra assistenza che dette leggi autorizzino di rendere disponibili.

2. Il Governo italiano, agendo sia individualmente, sia per il tramite dall'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea, ed in armonia con la Convenzione per la Cooperazione Economica Europea firmata a Parigi il 16 aprile 1948, si sforzerà assiduamente e congiuntamente agli altri Paesi partecipanti per giungere rapidamente a realizzare, attraverso un comune programma di ripresa, quelle condizioni economiche in Europa che sono essenziali ad una pace durevole ed alla prosperità, e per permettere ai Paesi europei partecipanti a tale comune programma di ripresa di rendersi indipendenti dalla assistenza economica straordinaria esterna entro il periodo di validità del presente Accordo. Il Governo italiano riafferma la sua intenzione di adottare misure per l'esecuzione delle disposizioni degli obblighi generali della Convenzione per la Cooperazione Economica Europea, di continuare a partecipare attivamente ai lavori dell'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea e di continuare ad aderire agli scopi e alle direttive della legge del 1948 per la Cooperazione Economica.

3. Per quanto si riferisce all'assistenza fornita dal Governo degli Stati Uniti d'America all'Italia e procacciata in zone al di fuori degli Stati Uniti d'America, dei loro territori e possedimenti, il Governo italiano coopererà con il Governo degli Stati Uniti d'America per assicurare che l'acquisto sia effettuato a prezzi ragionevoli ed a condizioni ragionevoli in modo tale da far sì che i dollari così messi a disposizione dei Paesi da cui proviene l'assistenza vengano utilizzati in maniera non contrastante con qualsiasi intesa assunta dal Governo degli Stati Uniti d'America con tale Paese.

Articolo II

Impegni di carattere generale

1. Allo scopo di raggiungere la massima ripresa mediante l'impiego dell'assistenza somministrata dal Governo degli Stati Uniti d'America, il Governo italiano farà del suo meglio per:

A) adottare o mantenere le misure necessarie per assicurare l'uso efficace e pratico di tutte le risorse di cui dispone, ivi incluse:

1) quelle misure che possano essere necessarie per assicurare che le merci e i servizi ottenuti con l'assistenza fornita ai sensi di questo Accordo vengano usati per scopi che siano in armonia col presente Accordo, e per quanto possibile con gli scopi generali tracciati nei programmi forniti dal Governo italiano in appoggio alle richieste di assistenza da somministrarsi da parte del Governo degli Stati Uniti d'America;

2) l'osservazione e l'esame dell'uso di dette risorse attraverso un efficace sistema di osservazione continuativa approvato dall'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea e

3) nei limiti del possibile, misure per localizzare, identificare e destinare all'uso appropriato nel perseguimento del comune programma di ripresa europea, i beni ed i relativi frutti appartenenti a cittadini italiani e che siano situati negli Stati Uniti d'America, nei loro territori o possedimenti. Nulla in questa clausola impone qualsiasi obbligo al Governo degli Stati Uniti d'America di prestare assistenza nell'effettuazione di tali misure o al Governo italiano di far uso di tali beni;

B) promuovere lo sviluppo della produzione industriale e agricola su sane basi economiche; raggiungere quelli obiettivi di produzione che possano venire stabiliti attraverso l'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea; e — quando desiderato dal Governo degli Stati Uniti d'America — comunicare a quel Governo proposte dettagliate per opere specifiche che il Governo italiano intenda porre in atto e da attuarsi in larga parte mediante l'assistenza resa disponibile ai sensi del presente Accordo, ivi inclusi, ogni qualvolta ciò sia possibile, progetti per l'aumentata produzione di generi alimentari, acciaio e mezzi di trasporto;

C) stabilizzare la propria moneta, fissare o mantenere un tasso di cambio effettivo, pareggiare appena possibile il bilancio dello Stato, creare o mantenere la stabilità finanziaria interna ed in generale ristabilire o mantenere la fiducia nel proprio sistema monetario; e

D) cooperare con altri Paesi partecipanti al fine di facilitare e stimolare un reciproco scambio di merci e servizi fra i Paesi partecipanti e con altri Paesi, e ridurre le barriere commerciali pubbliche e private fra di essi e con altri Paesi.

2. Prendendo in considerazione l'art. 8 della Convenzione per la Cooperazione Economica Europea tendente alla piena ed efficace utilizzazione della mano d'opera disponibile nei vari Paesi partecipanti, il Governo italiano, tenendo in debito conto l'urgenza e l'importanza del proprio problema di mano d'opera esuberante, accorderà benevola considerazione alle proposte fatte congiuntamente con l'Organizzazione Internazionale dei Rifugiati miranti alla massima possibile utilizzazione della mano d'opera disponibile in qualsiasi dei Paesi partecipanti e aventi lo scopo di raggiungere i fini del presente Accordo.

3. Il Governo italiano adotterà le misure che ritiene opportune e coopererà con altri Paesi partecipanti al fine di evitare che da parte di imprese commerciali private o pubbliche si usino metodi o intese di affari che influiscano sul commercio internazionale nel senso di intralciare la concorrenza, di limitare l'accesso ai mercati o di fomentare controlli monopolistici, ogni qual volta tali metodi o intese abbiano l'effetto di intralciare il raggiungimento del comune programma di ripresa europea.

Articolo III

Garanzie

1 I Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia, su richiesta dell'uno o dell'altro Governo, si consulteranno in merito a progetti da attuarsi in Italia proposti da cittadini degli Stati Uniti d'America, in relazione ai quali progetti il Governo degli Stati Uniti di America possa opportunamente garantire trasferimenti valutati ai sensi del paragrafo 111 (*b*) (3) della legge 1948 per la Cooperazione Economica.

2. Il Governo italiano conviene che, qualora il Governo degli Stati Uniti d'America effettui pagamenti in dollari statunitensi a qualsiasi persona ai termini di una tale garanzia, tutti gli importi in lire o crediti in lire ceduti o trasferiti al Governo degli Stati Uniti d'America ai sensi di detto paragrafo, saranno riconosciuti quale proprietà del Governo degli Stati Uniti d'America.

Articolo IV

Moneta locale.

1. Le disposizioni del presente articolo si applicheranno soltanto per quanto si riferisce all'assistenza che potrà essere fornita dal Governo degli Stati Uniti d'America a titolo gratuito.

2. Il Governo italiano aprirà un conto speciale presso la Banca d'Italia intestato al Governo italiano (qui appresso chiamato Conto Speciale) ed effettuerà in tale Conto depositi in lire come segue:

a) il saldo residuale alla chiusura degli affari nel giorno della firma del presente Accordo dei conti speciali presso la Banca d'Italia intestati al Governo italiano, conti istituiti ai termini degli Accordi fra il Governo degli Stati Uniti d'America e il Governo italiano in data 4 luglio 1947 e in data 3 gennaio 1948, nonchè qualsiasi altra somma che, di volta in volta, debba essere depositata nel conti speciali ai sensi di tali Accordi. Resta inteso che la lettera *e*) del paragrafo 114 della legge del 1948 per la Cooperazione Economica, costituisce approvazione e determinazione da parte del Governo degli Stati Uniti d'America riguardo all'uso di tali saldi cui è fatto riferimento nei predetti Accordi;

b) il saldo residuale dei depositi fatti dal Governo italiano ai sensi dello scambio di note fra i due Governi in data 21 aprile 1948;

c) le somme equivalenti allo indicato costo in dollari al Governo degli Stati Uniti d'America di merci, servizi ed informazioni tecniche (ivi compresi i costi di trasformazione, magazzinaggio, trasporto, riparazione od altri servizi relativi) resi disponibili all'Italia a titolo gratuito e sotto qualsiasi forma autorizzata dalla legge del 1948 per la Cooperazione Economica, dedotto tuttavia l'ammontare dei depositi fatti ai sensi dello scambio di note di cui al comma *b*). Il Governo degli Stati Uniti d'America notificherà di tanto in tanto al Governo italiano l'indicato costo in dollari di qualsiasi delle suddette merci, servizi ed informazioni tecniche, dopo di che il Governo italiano depositerà nel Conto Speciale un equivalente ammontare in lire calcolato ad un tasso di cambio che sarà corrispondente alla parità convenuta in quell'epoca col Fondo Monetario Internazionale, purchè tale valore convenuto sia l'unico tasso di cambio applicabile per gli acquisti di dollari relativi alle importazioni in Italia. Se al momento della notifica è stata convenuta col Fondo una parità per la lira ed esistono uno o più altri tassi di cambio applicabili all'acquisto di dollari per importazioni in Italia, o se al momento della notifica non è stata concordata con il Fondo una parità della lira, il tasso o i tassi di cambio per questo scopo speciale saranno stabiliti d'accordo fra il Governo italiano ed il Governo degli Stati Uniti d'America.

Il Governo italiano potrà in qualsiasi momento effettuare nel Conto Speciale depositi anticipati che verranno accreditati in conto di notificazioni successive ai sensi di questo paragrafo.

3. Il Governo degli Stati Uniti d'America notificherà di tanto in tanto al Governo italiano il suo fabbisogno per spese amministrative in lire in Italia derivanti da operazioni effettuate ai termini della legge del 1948 per la Cooperazione Economica, dopo di che il Governo italiano metterà a disposizioni tali somme prelevandole da qualsiasi saldo del Conto Speciale e nel modo richiesto dal Governo degli Stati Uniti d'America nella sua notifica.

4. Il cinque per cento di ciascun deposito effettuato ai sensi del presente articolo derivante dall'assistenza fornita ai termini della legge del 1948 di stanziamento per aiuti all'Estero, sarà assegnato al Governo degli Stati Uniti d'America che ne farà uso per le sue spese in Italia, e le somme messe a disposizione ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo verranno previamente addebitate agli ammontari assegnati ai sensi del presente paragrafo.

5. Il Governo italiano metterà inoltre a disposizione, prelevandole da qualsiasi saldo del Conto Speciale, quelle somme in lire che potranno essere necessarie a coprire spese per il trasporto (incluse spese portuali, di magazzinaggio, facchinaggio e simili) da ogni punto di entrata in Italia al punto stabilito per la consegna al destinatario in Italia di quei rifornimenti assistenziali e pacchi cui si fa riferimento all'articolo VI.

6. Il Governo italiano potrà effettuare prelevamenti dall'eventuale saldo rimasto nel Conto Speciale per quegli scopi che potranno essere di volta in volta concordati con il Governo degli Stati Uniti d'America. Nell'esame delle proposte di prelevamento dal Conto Speciale avanzate dal Governo italiano, il Governo degli Stati Uniti d'America prenderà in considerazione la necessità di promuovere o mantenere la stabilizzazione monetaria e finanziaria interna in Italia, la necessità di stimolare l'attività produttiva ed il commercio internazionale, come pure la ricerca esplorativa e lo sviluppo di nuove fonti di ricchezza in Italia ed in modo particolare:

a) spese per l'attuazione di opere o programmi, ivi compresi quelli che fanno parte di un programma generale per lo sviluppo della capacità produttiva italiana e degli altri Paesi partecipanti, nonchè per l'attuazione di opere o programmi il cui costo esterno sia coperto dall'assistenza fornita dal Governo degli Stati Uniti d'America in base alla legge del 1948 per la Cooperazione Economica od in altro modo, o da prestiti della Banca Internazionale per la Ricostruzione e lo Sviluppo;

b) spese per ricerche esplorative e lo sviluppo di una aumentata produzione di quelle materie prime che possano abbisognare agli Stati Uniti d'America a causa di deficienze o deficienze potenziali nelle risorse degli Stati Uniti d'America; e

c) l'effettiva riduzione del debito nazionale, specialmente del debito verso la Banca d'Italia od altri Istituti bancari.

7. Ogni saldo residuale all'infuori delle somme non spese asegnate ai sensi del paragrafo 4 del presente articolo, rimanente nel conto speciale al 30 giugno 1952, sarà impiegato in Italia per quegli scopi che potranno essere in seguito concordati fra i Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia, rimanendo inteso che il consenso degli Stati Uniti d'America sarà soggetto all'approvazione a mezzo di legge e di deliberazione congiunta del Congresso degli Stati Uniti d'America.

Articolo V

Accesso alle materie prime

1. Il Governo italiano faciliterà il trasferimento negli Stati Uniti d'America, per la costituzione di scorte o per altri scopi, di materie prime di origine italiana che sono richieste dagli Stati Uniti d'America in conseguenza di deficienze o di deficienze potenziali delle proprie risorse, sulla base di quelle ragionevoli condizioni di vendita, scambio, baratto o altrimenti, e in quei quantitativi, e per quel periodo di tempo, che potranno essere stabiliti d'accordo fra i Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia, dopo aver tenuto debito conto delle ragionevoli necessità dell'Italia per le sue esigenze interne e per i bisogni di esportazione commerciale di tali materie prime. Il Governo italiano prenderà tutte quelle misure specifiche che potranno essere necessarie per adempiere alle disposizioni di questo paragrafo, comprese le misure destinate a promuovere una maggiore produzione di tali materie prime in Italia, ed a rimuovere ogni ostacolo al trasferimento di tali materie prime negli Stati Uniti d'America. Il Governo italiano, qualora ne sia richiesto dal Governo degli Stati Uniti d'America, entrerà in negoziati per stabilire dettagliati accordi necessari a porre in atto le disposizioni del presente paragrafo.

2. Riconoscendo il principio di equità nei riguardi della depauperazione delle risorse naturali degli Stati Uniti d'America e dei Paesi partecipanti, il Governo italiano qualora ne sia richiesto dal Governo degli Stati Uniti d'America, negozierà ove ciò possa avere applicazione: (*a*) un futuro piano di disponibilità minime a favore degli Stati Uniti d'America per il futuro acquisto e consegna di una equa proporzione di materie prime di origine italiana che necessitino agli Stati Uniti d'America in dipendenza di deficienze o deficienze potenziali delle loro proprie risorse, a prezzi di mercato mondiale, in modo tale da proteggere l'accesso dell'industria degli Stati Uniti ad una equa proporzione di tali materie prime italiane, espressa sia in percentuali di produzione o in quantità assolute; (*b*) intese che provvedano adeguata protezione del diritto di ogni cittadino degli Stati Uniti d'America o di ogni persona giuridica, società od altra associazione creata ai termini delle leggi degli Stati Uniti d'America o di ogni loro Stato o territorio, di cui siano in larga parte beneficiari cittadini degli Stati Uniti d'America, di partecipare allo sfruttamento di tali materie prime a condizioni di trattamento equivalenti a quelle accordate ai cittadini italiani e, (*c*) un programma concordato per l'aumento della produzione di tali materie prime ovunque possibile in Italia e per la fornitura di una percentuale convenuta di tale aumentata produzione da trasferirsi negli Stati Uniti d'America secondo un programma a lunga scadenza in considerazione dell'assistenza fornita dagli Stati Uniti d'America ai sensi del presente Accordo.

3. Il Governo italiano, qualora richiesto dal Governo degli Stati Uniti d'America coopererà, ogni qualvolta ciò sia opportuno, per realizzare gli scopi di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, nei riguardi di materie prime aventi origine fuori d'Italia.

Articolo VI

Accordi per i viaggi e forniture assistenziali

1. Il Governo italiano coopererà col Governo degli Stati Uniti d'America nel facilitare, incoraggiare e promuovere lo sviluppo di viaggi di cittadini degli Stati Uniti d'America verso ed entro i Paesi partecipanti.

2. Il Governo italiano, ogni qual volta ciò sia desiderato dal Governo degli Stati Uniti d'America, entrerà in trattative per accordi (compresa la concessione della franchigia doganale dietro opportune cautele) per facilitare l'entrata in Italia di forniture di merci assistenziali donate od acquistate da organizzazioni assistenziali volontarie statunitensi non aventi scopi di lucro, e di pacchi dono provenienti dagli Stati Uniti d'America e destinati a persone singole residenti in Italia.

Articolo VII

Consultazione e trasmissione di informazioni

1. I due Governi, su richiesta dell'uno o dell'altro, si consulteranno in merito a qualsiasi questione riguardante l'applicazione del presente Accordo o alle operazioni o intese da esso derivanti.

2. Il Governo italiano comunicherà al Governo degli Stati Uniti d'America nella forma e con gli intervalli che saranno indicati da quest'ultimo, dopo essersi consultato col Governo italiano:

A) Informazioni dettagliate di opere, programmi e misure proposte o adottate dal Governo italiano per l'esecuzione delle disposizioni del presente Accordo e degli obblighi generali della Convenzione per la Cooperazione Economica Europea.

B) Esaurienti rapporti sulle operazioni effettuate ai termini del presente Accordo ivi compreso un rapporto sull'utilizzazione dei fondi, merci e servizi ricevuti ai termini di esso; rapporti da compilarsi in ogni trimestre solare.

C) Informazioni concernenti la propria economia e qualsiasi altra informazione di rilievo, necessarie per complementare quelle ottenute dal Governo degli Stati Uniti d'America dall'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea di cui il Governo degli Stati Uniti d'America possa necessitare per determinare la natura e la portata delle operazioni ai termini della legge del 1948 per la Cooperazione Economica e per valutare l'efficacia dell'assistenza fornita o contemplata ai sensi del presente Accordo, ed in generale il progresso del Programma Comune di Ripresa.

3. Il Governo italiano assisterà il Governo degli Stati Uniti d'America nell'ottenere informazioni, relative alle materie prime aventi origine in Italia di cui è cenno nell'articolo V, che siano necessarie per la formulazione ed esecuzione degli accordi contemplati in quell'articolo.

Articolo VIII

Pubblicità

1. I Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia riconoscono che è nel loro interesse reciproco che venga data ampia pubblicità agli obbiettivi ed al grado di sviluppo del comune programma per la ripresa europea nonchè ai provvedimenti presi per porre in esecuzione tale programma. E' riconosciuto che una estesa diffusione di informazioni sullo svolgimento del programma è desiderabile al fine di sviluppare quel senso di sforzo comune e di aiuto reciproco che è essenziale al raggiungimento degli obiettivi del programma.

2. Il Governo degli Stati Uniti d'America incoraggerà la diffusione di tali informazioni e le renderà accessibili agli strumenti di pubblica informazione.

3. Il Governo italiano incoraggerà la diffusione di tali informazioni sia direttamente, che in collaborazione con l'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea. Esso renderà accessibili agli strumenti di informazione pubblica tali dati informativi ed adotterà tutte le misure possibili per assicurare che vengano forniti mezzi appropriati per tale diffusione. Inoltre fornirà agli altri Paesi partecipanti ed all'Organizzazione per la Cooperazione Economica Europea informazioni esaurienti sul grado di sviluppo del programma per la ripresa economica.

4. Il Governo italiano renderà pubblici in Italia, ogni trimestre solare, esaurienti rapporti sulle operazioni ai termini del presente Accordo, ivi incluse informazioni circa l'utilizzazione di fondi, merci e servizi ricevuti.

Articolo IX

Missioni.

1. Il Governo italiano conviene di accogliere una Missione Speciale per la Cooperazione Economica la quale adempirà i compiti spettanti al Governo degli Stati Uniti d'America in Italia ai termini del presente Accordo.

2. Il Governo italiano, su opportuna notifica da parte dell'Ambasciatore degli Stati Uniti d'America in Italia, considererà la Missione Speciale ed il suo personale, nonchè il Rappresentante Speciale degli Stati Uniti in Europa, quali facenti parte dell'Ambasciata degli Stati Uniti d'America in Italia ai fini del godimento dei privilegi e delle immunità accordate a detta Ambasciata e al suo personale di rango equiparato. Il Governo italiano concederà inoltre adeguate cortesie ai membri ed al personale del Comitato Misto del Congresso degli Stati Uniti d'America per la Cooperazione Economica estera e concederà agli stessi le facilitazioni e l'assistenza necessarie per l'efficace adempimento delle loro funzioni.

3. Il Governo italiano, sia direttamente che attraverso i suoi rappresentanti presso l'Organizzazione Economica Europea darà piena collaborazione alla Missione Speciale, al Rappresentante Speciale degli Stati Uniti in Europa e al suo personale nonchè ai membri ed al personale del Comitato Misto; tale collaborazione comprenderà la comunicazione di tutte le informazioni e la concessione di tutti i mezzi necessari per osservare ed esaminare l'esecuzione del presente Accordo, ivi incluso l'utilizzazione dell'assistenza fornita a termini del medesimo.

Articolo X

Composizione di reclami e ricorsi dei cittadini

1. I Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia convengono di sottoporre alle decisioni della Corte Internazionale di Giustizia qualsiasi reclamo o ricorso sostenuto da uno dei due Governi in favore di uno dei propri cittadini contro l'altro Governo per risarcimento di danni risultanti quale conseguenza di misure governative (eccettuate le misure concernenti proprietà o interessi nemici) adottate dopo il 3 aprile 1948 dall'altro Governo e che coinvolgono la proprietà o gli interessi di detto cittadino, ivi inclusi contratti stipulati con le Autorità debitamente autorizzate di detto altro Governo o concessioni da esso fatte. Resta inteso che l'impegno del Governo degli Stati Uniti d'America relativo a reclami e ricorsi sostenuti dal Governo italiano ai sensi del presente articolo, assunto in base e nei limiti dei termini e delle condizioni del riconoscimento, da parte degli Stati Uniti d'America, della giurisdizione obbligatoria della Corte Internazionale di Giustizia ai termini dell'art. 36 dello Statuto della Corte, come enunciato nella dichiarazione del Presidente degli Stati Uniti d'America in data 14 agosto 1946. Le disposizioni del presente paragrafo non porteranno in alcun modo pregiudizio agli eventuali altri diritti di ciascun Governo di adire la Corte Internazionale di Giustizia o di sostenere e presentare reclami e ricorsi basati su pretese violazioni da parte di ciascun Governo, di diritti e doveri derivanti da Trattati, Accordi o principî di diritto internazionale.

2. I Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia convengono inoltre che detti reclami e ricorsi possono essere deferiti, in vece che alla Corte, a qualsiasi Tribunale arbitrale concordato di mutuo accordo. Resta inteso che l'impegno di ciascun Governo, ai sensi del presente paragrafo, è subordinato e limitato ai termini e alle condizioni dei trattati di arbitrato, delle convenzioni e degli altri accordi esistenti, e particolarmente a qualsiasi disposizione relativa alle funzioni del Senato degli Stati Uniti d'America e del Parlamento italiano.

3. Resta inoltre inteso che nessuno dei due Governi sosterrà un reclamo o ricorso ai termini del presente articolo fino a quando il suo cittadino abbia esaurito i rimedi a sua disposizione avanti ai Tribunali amministrativi e giudiziari del Paese nel quale ha avuto origine il reclamo o ricorso.

Articolo XI

Definizioni

Ai termini del presente Accordo, l'espressione « Paese partecipante » significa:

1. Ogni Paese firmatario del Rapporto del Comitato per la Cooperazione Economica Europea di Parigi in data 22 settembre 1947 ed i territori per i quali esso è investito di responsabilità internazionale ed ai quali è stato applicato l'Accordo per la Cooperazione Economica concluso fra quel Paese ed il Governo degli Stati Uniti d'America, e

2. Ogni altro Paese (incluse qualsiasi delle zone di occupazione della Germania, ogni area soggetta ad amministrazione o controllo internazionale, ed il Territorio Libero di Trieste o ciascuna delle sue zone) che si trovi completamente o parzialmente in Europa, insieme ai territori che ne dipendono e che sono sotto la sua amministrazione; per tutto il periodo in cui tale Paese continua a partecipare alla Convenzione per la Cooperazione Economica Europea ed aderisce ad un programma comune di ripresa europea mirante all'attuazione degli scopi del presente Accordo.

Articolo XII

Entrata in vigore, emendamenti, durata

1. Questo Accordo entrerà in vigore alla data di oggi. Subordinatamente alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, esso rimarrà in vigore fino al 30 giugno 1953, e, salvo che almeno sei mesi prima del 30 giugno 1953 uno dei due Governi abbia notificato per iscritto all'altro l'intenzione di porre termine all'Accordo in quella data, esso rimarrà successivamente in vigore fino allo spirare di sei mesi dalla data in cui sia avvenuta tale notifica.

2. Qualora durante il periodo di validità del presente Accordo uno dei due Governi consideri che abbia avuto luogo un mutamento radicale delle condizioni fondamentali su cui si basa il presente Accordo esso ne darà notifica per iscritto all'altro Governo e conseguentemente i due Governi si consulteranno allo scopo di concordare circa l'emendamento, la notifica o la cessazione del presente Accordo. Qualora tre mesi dopo tale notifica i due Governi non si siano accordati circa l'azione da svolgersi in quelle circostanze, ciascun Governo potrà notificare per iscritto all'altro la propria intenzione di porre termine al presente Accordo. In tal caso, subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il presente Accordo avrà termine in uno dei due casi seguenti:

a) sei mesi dopo la data di detta notifica dell'intenzione di porvi termine, o

b) dopo quel periodo più breve che possa essere convenuto come sufficiente per assicurare che gli obblighi del Governo italiano sono stati adempiuti per quanto si riferisce a qualsiasi assistenza che possa continuare ad essere fornita dal Governo degli Stati Uniti d'America posteriormente alla data di tale notifica; a condizione, tuttavia, che l'articolo V ed il paragrafo 3 dell'articolo VII rimangano in vigore sino a due anni dopo la data di tale notifica dell'intenzione di porre termine all'Accordo, ma non oltre il 30 giugno 1953.

3. Accordi ed intese sussidiarie stipulati in dipendenza del presente Accordo potranno rimanere in vigore oltre la data di scadenza del presente Accordo ed il periodo di efficacia di tali accordi ed intese sussidiarie sarà regolato dalle loro proprie clausole. L'articolo IV resterà in vigore fino a quando tutte le somme in moneta italiana che debbono essere depositate in conformità delle clausole del predetto articolo siano state utilizzate come disposto nell'articolo stesso.

4. Il paragrafo 2 dell'articolo III rimarrà in vigore fino a che i pagamenti a garanzia di cui è cenno in detto Articolo siano stati effettuati dal Governo degli Stati Uniti d'America.

5. L'Annesso al presente Accordo forma parte integrante dello stesso.

6. Il presente Accordo può essere emendato in qualsiasi tempo mediante Accordo fra i due Governi.

7 Il presente Accordo verrà registrato presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite.

In fede di che i rispettivi rappresentanti debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma in duplice esemplare, nelle lingue italiana ed inglese, ambedue i testi facenti fede, addì 28 giugno 1948.

Per il Governo degli Stati Uniti d'America
JAMES CLEMENT DUNN

Per il Governo italiano
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNESSO

Note interpretative

1. Resta inteso che i requisiti di cui al paragrafo 1 (*A*) dell'articolo II, concernente l'adozione di misure per l'efficace utilizzazione delle risorse, comprendono, per quanto si riferisce alle merci fornite ai termini dell'Accordo, misure efficaci per la salvaguardia di tali merci e per impedire la loro diversione verso mercati o vie commerciali illegali o irregolari.

2. Resta inteso che gli obblighi di cui al paragrafo 1 (*C*) dell'articolo II, di pareggiare il bilancio non appena possibile, non escludono che si possano verificare dei disavanzi per un periodo di breve durata ma comportano una politica finanziaria basata sul pareggio del bilancio a lunga scadenza.

3. Resta inteso che metodi e intese di affari di cui al paragrafo 3 dell'articolo II significano:

a) fissare prezzi, clausole o condizioni da osservarsi nelle trattative con terzi per l'acquisto, la vendita o l'affitto di qualsiasi bene;

b) escludere imprese da, o assegnare o spartire fra le stesse, un determinato mercato territoriale o campo di attività di affari; o ripartire la clientela o fissare aliquote per vendite o acquisti;

c) applicare misure discriminatorie contro determinate imprese;

d) limitare la produzione o fissare quote di produzione;

e) impedire, mediante accordi, lo sviluppo o l'applicazione di tecnologie o invenzioni coperte o meno da brevetto;

f) estendere l'uso di diritti coperti da brevetti, marchi commerciali o diritti di fabbrica concessi dall'uno o dall'altro dei due Paesi, a materie che, ai sensi delle loro leggi e regolamenti non rientrino nell'ambito di tali concessioni od a prodotti o condizioni di produzione, di uso o di vendita che similmente non siano contemplati da tali concessioni;

g) qualsiasi altra pratica di affari che i due Paesi convengano di aggiungere.

Quanto sopra riproduce la definizione di metodi d'affari restrittivi contenuta nell'articolo 46, paragrafo 3, della Carta dell'Avana dell'I. T O.

4. Resta inteso che il Governo italiano si obbliga ad adottare misure nei singoli casi in conformità al paragrafo 3 dell'articolo II soltanto dopo opportuna inchiesta o esame.

5. Resta inteso che la frase dell'articolo V « dopo aver tenuto debito conto delle ragionevoli necessità dell'Italia per le sue esigenze interne » comprende il mantenimento di scorte ragionevoli delle materie prime in questione e che la frase « esportazione commerciale » può comprendere scambi compensati. Resta altresì inteso che intese negoziate ai termini dell'articolo V possono opportunamente comprendere disposizioni per consultazione, in conformità ai principî dell'articolo trentadue della Carta dell'Avana per l'Organizzazione Commerciale Internazionale, nell'eventualità di liquidazione delle scorte.

6. Resta inteso che il Governo degli Stati Uniti d'America nell'effettuare le notifiche di cui al paragrafo 3 dell'articolo IX terrà presente l'opportunità di limitare, per quanto possibile, il numero dei funzionari per i quali saranno richiesti pieni privilegi diplomatici. Resta altresì inteso che l'applicazione particolareggiata dell'articolo IX sarà oggetto, ove necessario, di discussione fra i due Governi.

7. Resta inteso che al Governo italiano non verrà richiesto, ai termini del paragrafo 2 *a*) dell'articolo VII, di fornire informazioni dettagliate su progetti di secondaria importanza, o informazioni riservate di natura commerciale o tecnica, la divulgazione delle quali verrebbe a danneggiare legittimi interessi commerciali.

8. Resta inteso che qualora il Governo italiano accetti, a termini e condizioni opportune, la giurisdizione obbligatoria della Corte Internazionale di Giustizia ai termini dell'articolo 36 dello statuto della Corte, i due Governi si consulteranno al fine di sostituire la seconda frase del paragrafo 1 dell'articolo X con una disposizione del genere della seguente: « resta inteso che l'impegno di ciascun Governo nei riguardi di reclami o ricorsi sostenuti dall'altro Governo ai termini del presente paragrafo viene assunto in base e nei limiti dei termini e delle condizioni di quell'effettivo riconoscimento che è stato accordato in precedenza alla giurisdizione obbligatoria della Corte Internazionale di Giustizia, ai termini dell'articolo 36 dello Statuto della Corte.

Scambio di note.

Rome, 28th June 1948

Excellency.

I have the honor to refer to the conversations which have recently taken place between representatives of our two Governments relating to the territorial application of commercial arrangements between the Uni-

ted States of America and Italy and to confirm the understanding reached as a result of these conversations as follows:

1. For such time as the Government of the United States of America participates in the occupation of control of any areas in western Germany, Japan or southern Korea, the Government of Italy will apply to the merchandise trade of such areas the provisions relating to the most favored nation treatment of the merchandise trade of the United States of America set forth in the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed February 2, 1948 (and. pending the entry into force of such Treaty, in the exchange of Notes on commercial policy of August 14, 1947), or, for such time as the Governments of the United States of America and Itay may both be contracting parties to the general agreement on tariffs and trade, dated October 30, 1947, the provisions of that agreement, as now or hereafter amended, relating to the most favored nation treatment of such trade. It is understood that the undertaking in this paragraph relating to the application of the most favored nation provisions of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation shall be subject to the exceptions recognized in the general agreement on tariffs and trade permitting departures from the application of most favored nation treatment and that the undertaking relating to the exchange of notes on commercial policy shall be subject to such exceptions and to the exceptions recognized in the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation; provided that nothing in this sentence shall be construed to require compliance with the procedures specified in the general agreement with regard to the application of the exceptions in the general agreement.

2. The undertaking in point 1 above will apply to the trade of any area referred to therein only for such time and to such extent as such area accords reciprocal most favored nation treatment to the merchandise trade of Italy.

3. The undertakings in points 1 and 2 above are entered into in the light of the absence ta the present time of effective or significant tariff barriers to imports into the areas herein concerned. In the event that such tariff barriers are imposed, it is understood that such undertakings shall be without prejudice to the application of the principles set forth in the Havana Charter for an International Trade Organization relating to the reduction of tariffs on a mutually advantageous basis.

4. It is recognized that the absence of a uniform rate of exchange for the currency of the areas in western Germany, Japan or southern Korea referred to in point 1, above, may have the effect of indirectly subsidizing the exports of such areas to an extent which it would be difficult to calculate exactly. So long as such a condition exists, and if consultation with the Government of the United States of America fais to reach an agreed solution to the problem, it is understood that it would not be inconsistent with the undertaking in point 1 for the Government of Italy to levy a countervailing duty on imports of such goods equivalent to the estimated amount of such subsidization, where the Government of Italy determines that the subsidization is such as to cause or threaten material injury to an established domestic industry or is such as to prevent or materially retard the establishment of a domestic industry.

5. The undertakings in this note shall remain in force until January 1, 1951, and unless at least six months before January 1, 1951, either Government shall have given notice in writing to the other of intention to terminate these undertakings on that date, they shall remain in force thereafter until the expiration of six months from the date on which such notice shall have been given.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

JAMES CLEMENT DUNN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Roma, 28 giugno 1948

Eccellenza,

Con lettera in data odierna V E. ha voluto comunicarmi quanto segue:

« I have the honor to refer to the conversations which have recently taken place between representatives of our two Governments relating to the territorial application of commercial arrangements between the United States of America and Italy and to confirm the understanding reached as a result of these conversations as follows:

1. For such time as the Government of the United States of America participates in the occupation of control of any areas in western Germany, Japan or southern Korea, the Government of Italy will apply to the merchandise trade of such areas the provisions relating to the most favored nation treatment of the merchandise trade of the United States of America set forth in the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed February 2, 1948 (and, pending the entry into force of such Treaty, in the exchange of Notes on commercial policy of August 14, 1947), or, for such time as the Governments of the United States of America and Italy may both be contracting parties to the general agreement on tariffs and trade, dated October 30, 1947, the provisions of that agreement, as now or hereafter amended, relating to the most favored nation treatment of such trade. It is understood that the undertaking in this paragraph relating to the application of the most favored nation provisions of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation shall be subject to the exceptions recognized in the general agreement on tariffs and trade permitting departures from the application of most favored nation treatment and that the undertaking relating to the exchange of notes on commercial policy shall be subject to such exceptions and to the exceptions recognized in the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation; provided that nothing in this sentence shall be construed to require compliance with the procedures specified in the general agreement with regard to the application of the exceptions in the general agreement.

2. The undertaking in point 1 above will apply o the trade of any area referred to therein only for uch time and to such extent as such area accords reiprocal most favored nation treatment to the merchandise trade of Italy.

3. The undertakings in points 1 and 2 above are entered into in the light of the absence at the present time of effective or significant tariff barriers to imports into the areas herein concerned. In the event that such tariff barriers are imposed, it is understood that such undertakings shall be without prejudice to the application of the principles set forth in the Havana Charter for an International Trade Organization relting to the reduction of tariffs on a mutually advantaeous basis.

4. It is recognized that the absence of a uniform rate of exchange for the currency of the areas in western Germany, Japan or southern Korea referred to in point 1, above, may have the effect of indirectly subsidizing the exports of such areas to an extent which it would be difficult to calculate exactly. So long as such a condition exists, and if consultation with the Government of the United States of America fails to reach an agreed solution to the problem, it is understood that it would not be inconsistent with the undertaking in point 1 for the Government of Italy to levy a countervailing duty on imports of such goods equivalent to the estimated amount of such subsidization, where the Government of Italy determines that the subsidization is such as to cause or threaten material injury to an established domestic industry or is such as to prevent or materially retard the establishment of a domestic industry.

5. The undertakings in this note shall remain in force until January 1, 1951, and unless at least six months before January 1, 1951, either Government shall have given notice in writing to the other of intention to terminate these undertakings on that date, they shall remain in force thereafter until the expiration of six months from the date on which such notice shall have been given.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration ».

Ho l'onore di informarLa che il **Governo Italiano** è d'accordo su quanto precede.

Mi è grata l'occasione, Eccellenza, per rinnovarLe l'espressione della mia più alta considerazione.

SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Traduzione.

Roma, 28 giugno 1948

Eccellenza,

Ho l'onore di riferirmi alle conversazioni intercorse recentemente fra rappresentanti dei nostri due Governi relativi all'applicazione territoriale di intese commerciali fra gli Stati Uniti d'America e l'Italia e di confermare l'accordo raggiunto nei seguenti termini in esito alle conversazioni predette:

1. Fino a quando il Governo degli Stati Uniti d'America partecipi nella occupazione o nel controllo di qualsiasi zona della Germania occidentale, Giappone o Corea meridionale, il Governo italiano applicherà al commercio delle merci provenienti da tale zona, le disposizioni relative al trattamento della nazione più favorita accordate al commercio delle merci degli Stati Uniti d'America nei termini indicati nel Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione firmato il 2 febbraio 1948 (e, in attesa dell'entrata in vigore di detto Trattato, nello scambio di note sulla politica commerciale in data 14 agosto 1947), o, per il tempo in cui i Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia possano essere entrambi parti contraenti dell'Accordo Generale sulle tariffe e sul commercio in data 30 ottobre 1947, il Governo italiano applicherà le disposizioni di tale Accordo, con gli emendamenti presenti e futuri, relativi al trattamento della nazione più favorita accordato al predetto commercio. Resta inteso che l'impegno in questo paragrafo relativo all'applicazione delle disposizioni sulla clausola della nazione più favorita del Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione, sarà subordinato alle eccezioni ammesse nell'Accordo Generale sulle tariffe e sul commercio, che permettono deroghe dall'applicazione del trattamento più favorevole e che l'impegno relativo allo scambio di note sulla politica commerciale sarà soggetto a tali eccezioni e a quelle ammesse nel Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione; purchè nessuna parte di questa frase venga interpretata nel senso di richiedere osservanza delle procedure specificate nell'Accordo Generale per quanto si riferisce all'applicazione di dette eccezioni.

2. L'impegno del precedente punto 1 si applicherà al commercio di qualsiasi zona ivi menzionata soltanto per quel periodo di tempo e nella misura che tale zona accordi reciproco trattamento della Nazione più favorita al commercio delle merci italiane.

3. Gli impegni di cui ai precedenti 1 e 2 vengono assunti alla luce dell'assenza al momento attuale di barriere effettive o reali all'importazione nelle aree di cui alla presente nota. Nel caso che vengano stabilite simili barriere tariffarie, resta inteso che detti impegni non pregiudicheranno l'applicazione dei principi enunciati nella Carta dell'Avana per una Organizzazione Internazionale di Commercio relativa alla riduzione di tariffe su basi mutuamente vantaggiose.

4. Si riconosce che l'assenza di un uniforme tasso di cambio per la moneta delle zone della Germania occidentale, Giappone o Corea meridionale di cui al precedente punto 1, può avere l'effetto di sovvenzionare indirettamente le esportazioni da tali zone in una misura difficilmente calcolabile come esattezza. Finchè esista una tale condizione e se consultazioni con il Governo degli Stati Uniti d'America non raggiungano una concorde soluzione del problema, resta inteso che non sarebbe incompatibile con l'impegno di cui al punto 1 da parte del Governo italiano di imporre un dazio compensativo sull'importazione di tali merci equivalente all'ammontare stimato di tale sovvenzionamento ove il Governo italiano decida che il sovvenzionamento è tale da causare o minacciare un danno apprezzabile ad una industria nazionale già esistente o da impedire o da ritardare materialmente la costituzione di una industria nazionale.

5. Gli impegni di cui alla presente nota rimarranno in vigore fino al 1° gennaio 1951, e, salvo che almeno sei mesi prima del 1° gennaio 1951, uno dei due Governi abbia dato all'altro notifica per iscritto della sua intenzione di porre termine a questi impegni a quella data, essi rimarranno ulteriormente in vigore fino allo scadere di sei mesi dalla data nella quale sarà avvenuta tale notifica.

Voglia gradire, Eccellenza, le rinnovate assicurazioni della mia più alta considerazione.

JAMES CLEMENT DUNN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 28 giugno 1948

Eccellenza,

Con lettera in data odierna V. E. ha voluto comunicarmi quanto segue:

« Ho l'onore di riferirmi alle conversazioni intercorse recentemente fra rappresentanti dei nostri due Governi relativi all'applicazione territoriale di intese commerciali fra gli Stati Uniti d'America e l'Italia e di confermare l'accordo raggiunto nei seguenti termini in esito alle conversazioni predette:

1. Fino a quando il Governo degli Stati Uniti d'America partecipi nella occupazione o nel controllo di qualsiasi zona della Germania occidentale, Giappone o Corea meridionale, il Governo italiano applicherà al commercio delle merci provenienti da tale zona, le disposizioni relative al trattamento della nazione più favorita accordate al commercio delle merci degli Stati Uniti d'America nei termini indicati nel Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione firmato il 2 febbraio 1948 (e, in attesa dell'entrata in vigore di detto Trattato, nello scambio di note sulla politica commerciale in data 14 agosto 1947), o, per il tempo in cui i Governi degli Stati Uniti d'America e d'Italia possano essere entrambi parti contraenti dell'Accordo Generale sulle tariffe e sul commercio in data 30 ottobre 1947, il Governo italiano applicherà le disposizioni di tale Accordo, con gli emendamenti presenti e futuri, relativi al trattamento della nazione più favorita accordato al predetto commercio. Resta inteso che l'impegno in questo paragrafo relativo all'applicazione delle disposizioni sulla clausola della nazione più favorita del Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione, sarà subordinato alle eccezioni ammesse nell'Accordo Generale sulle tariffe e sul commercio, che permettono deroghe dall'applicazione del trattamento più favorevole e che l'impegno relativo allo scambio di note sulla politica commerciale sarà soggetto a tali eccezioni e a quelle ammesse nel Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione; purchè nessuna parte di questa frase venga interpretata nel senso di richiedere osservanza delle procedure specificate nell'Accordo Generale per quanto si riferisce all'applicazione di dette eccezioni.

2. L'impegno del precedente punto 1 si applicherà al commercio di qualsiasi zona ivi menzionata soltanto per quel periodo di tempo e nella misura che tale zona accordi reciproco trattamento della Nazione più favorita al commercio delle merci italiane.

3. Gli impegni di cui ai precedenti 1 e 2 vengono assunti alla luce dell'assenza al momento attuale di barriere effettive o reali all'importazione nelle aree di cui alla presente nota. Nel caso che vengano stabilite simili barriere tariffarie, resta inteso che detti impegni non pregiudicheranno la applicazione dei principi enunciati nella Carta dell'Avana per una Organizzazione Internazionale di Commercio relativa alla riduzione di tariffe su basi mutuamente vantaggiose.

4. Si riconosce che l'assenza di un uniforme tasso di cambio per la moneta delle zone della Germania occidentale, Giappone o Corea meridionale di cui al precedente punto 1, può avere l'effetto di sovvenzionare indirettamente le esportazioni da tali zone in una misura difficilmente calcolabile come esattezza. Finchè esista una tale condizione e se consultazioni con il Governo degli Stati Uniti d'America non raggiungano una concorde soluzione del problema, resta inteso che non sarebbe incompatibile con l'impegno di cui al punto 1 da parte del Governo italiano di imporre un dazio compensativo sull'importazione di tali merci equivalente all'ammontare stimato di tale sovvenzionamento, ove il Governo italiano decida che il sovvenzionamento è tale da causare o minacciare un danno apprezzabile ad una industria nazionale già esistente o da impedire o da ritardare materialmente la costituzione di una industria nazionale.

5. Gli impegni di cui alla presente nota rimarranno in vigore fino al 1° gennaio 1951, e, salvo che almeno sei mesi prima del 1° gennaio 1951, uno dei due Governi abbia dato all'altro notifica per iscritto della sua intenzione di porre termine a questi impegni a quella data, essi rimarranno ulteriormente in vigore fino allo scadere di sei mesi dalla data nella quale sarà avvenuta tale notifica ».

Ho l'onore di informaLa che il Governo Italiano è d'accordo su quanto precede.

Mi è grata l'occasione, Eccellenza, per rinnovarLe l'espressione della mia più alta considerazione.

SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

PREZZO L. 100 (5100305) Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.